

Le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

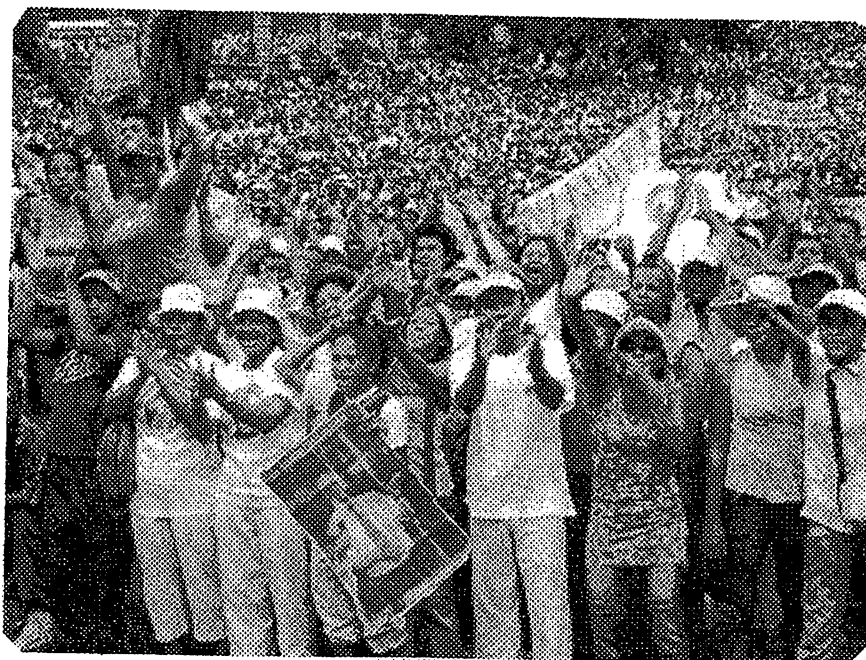
UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 21 avril 2009

N° 356

PRIX : 0,60 Euro



**LUTTE DE DEUX HOMMES
POUR UN FAUTEUIL SUR FOND
DE CRISE ET DE PAUVRETÉ**

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

Editorial

Madagascar: Lutte de deux hommes pour un fauteuil sur fond de crise et de pauvreté

Page 3

Côte d'Ivoire: pourquoi est-elle devenue un pays pauvre très endetté.

Page 6

- Sénégal: Les élections locales, un camouflet pour Wade

- Mali: Quand le pouvoir fait mine de lutter contre la corruption

Page 7 : Tchad

L'épidémie de sida fait rage alors que les médicaments manquent pour ceux qui n'ont pas les moyens

Page 8

Rwanda: Quinzième anniversaire du génocide

Page 9

Il y a 20 ans éclatait le conflit entre le Sénégal et la Mauritanie

ABONNEMENT
FRANCE

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants.

Autres pays :

Nous consulter

ADRESSE :

LE PAT B. P. 42
92114 CLICHY Cedex

é d i t o r i a l

MADAGASCAR**LUTTE DE DEUX HOMMES POUR UN FAUTEUIL
SUR FOND DE CRISE ET DE PAUVRETÉ**

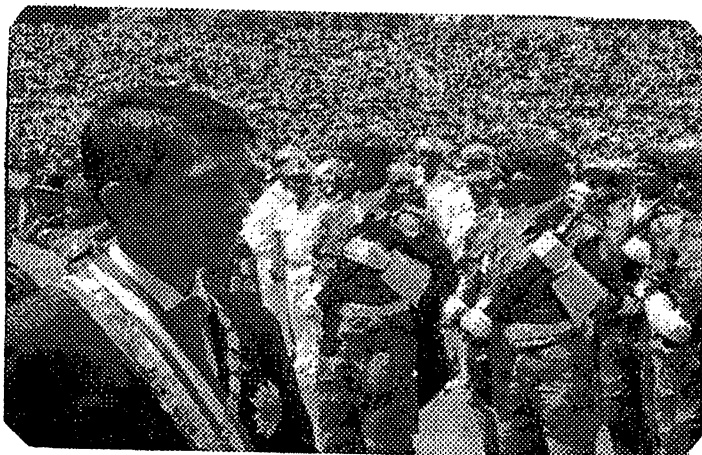
Cela fait un mois que le nouveau pouvoir dirigé par Andry Rajoelina est installé à Antananarivo. La crise malgache est loin d'être terminée, le clan de Marc Ravalomanana et celui de Andry Rajoelina (TGV) continuent de mobiliser leurs partisans respectifs dans le pays. A la capitale par exemple, les manifestations des uns succèdent à celles des autres. Les villes de l'intérieur et celles des côtes n'échappent pas à l'effervescence actuelle. Mais là la situation est différente selon que les leaders locaux soutiennent l'un ou l'autre de ces deux camps. C'est ainsi que dans la ville d'Antsirabe les pro-Ravalomanana sont descendus plusieurs fois dans les rues alors qu'à Toamasina, le principal port du pays, ce sont ceux de Rolland Ratsiraka, fils de l'ancien président actuellement en exil en France, qui tiennent le pavé. Ils font partie de la coalition qui soutient la "Haute Autorité de Transition" (HAT) dirigée par Andry TGV.

Les dirigeants provinciaux qui soutiennent tel camp ou tel autre sont souvent eux-mêmes dans les affaires à l'image des deux hommes qui se battent pour le même fauteuil présidentiel. Et puis il faut dire que depuis près d'un demi-siècle que le pays a acquis l'indépendance, différents présidents se sont succédé à sa tête et ont eu la haute main sur les richesses, sur les postes et sinécures qu'ils ont confié à leurs proches. Les partis politiques actuels ont chacun une implantation plus marquée dans telle région plutôt que dans telle autre. Là s'arrêtent leurs différences. Chacun de ces partis a été associé à l'exercice du pouvoir et aux multiples avantages qui en ont découlé pour les notables qui ont exercé et continuent de le faire, des fonctions de toutes sortes.

Il est vrai que la politique qui a été menée par le PSD de Tsiranana au lendemain de l'indépendance n'est pas exactement celle qui a été menée par le régime de Ratsimandrava puis par celui de Ratsiraka à ses débuts. Le premier a été mis en place par la France et a mené une politique dans la continuité de l'époque coloniale, c'est à dire très favorable à la France. Cela a duré plus d'une douzaine d'années avant qu'un régime nationaliste quelque peu radical le renverse en s'appuyant sur l'armée et sur la rue.

On peut dire que dans ce pays toutes les variantes du nationalisme, du plus modéré au moins modéré, ont été essayées. Les principaux secteurs économiques ont successivement basculé des mains du privé (en grande partie français) à ceux de l'Etat malgache. Le pays s'est sorti de la zone du franc CFA à l'époque de Giscard d'Estaing et créé sa propre monnaie. Par

la suite, le même dirigeant Ratsiraka, s'est "réconcilié" avec les capitalistes français. Il s'est livré à un retour vers la privatisation pour mettre un frein à la fuite des capitaux. Il est devenu du même



Antananarivo : Andry Rajoelina
lors de son investiture le 21 mars

coup un "ami" de Chirac. Même battu dans les urnes après près d'un quart de siècle au pouvoir, Ratsiraka a tenté de s'accrocher au sommet, fort du soutien de Chirac. Malheureusement pour lui et pour Paris d'autres grandes puissances ont davantage misé sur son adversaire Ravalomanana nouveau vainqueur et décroché du même coup des accords de partenariat au détriment des capitalistes français. Les intérêts français furent quelque peu égratignés mais la France est restée le principal partenaire économique de la Grande île.

Sous un régime ou sous un autre, la situation des masses pauvres n'a cessé de se détériorer. Il est cependant vrai que si globalement le niveau de vie de la grande majorité a dégringolé d'année en année, tous ne sont pas logés à la même enseigne. Il existe aujourd'hui dans ce pays, des privilégiés qui mènent un train de vie sans commune mesure avec celui des classes pauvres qui elles manquent de tout. Ravalomanana à la tête du pays et de son empire agro industriel Tiko a mené un luxueux train de vie. Il a à juste raison focalisé les mécontentements de beaucoup de gens démunis. A vouloir trop accaparer les richesses à son profit et à celui de son clan, il a fini par devenir la cible d'une partie de la classe riche qui s'est sentie frustrée et quelque peu écartée du chemin de la mangeoire. C'est pourquoi les couches privilégiées sont aujourd'hui divisées au moins en deux. Du fait qu'elles ne sont pas les seules à être mécontentes, elles réussissent à entraîner dans

leur sillage respectif beaucoup de gens du peuple qui eux ont vraiment mille raisons de crier leur colère là où ils peuvent. Andry TGV qui était maire de la capitale et possédait en même temps une radio et une télé privées, a permis à ce mécontentement de s'exprimer. Ces médias ont dénoncé certains abus surtout lorsqu'il s'agissait de ceux de son adversaire au pouvoir.

Dans les jours qui ont suivi la mise en place du régime de Andry TGV, les travailleurs du terminal à conteneurs du port de Toamasina se sont eux aussi engouffrés dans la vague de protestation. Ils l'ont fait sous forme de grève et mis en place un cahier de revendications en onze points. Ce fut un peu la panique au sein du pouvoir central d'Antananarivo et celui-ci y a dépêché dare dare une délégation composée du ministre des Finances, celui de la Sécurité intérieure et celui du Tourisme. Les autorités régionales et locales ont également été mises à contribution pour lâcher du lest et faire en sorte que la contestation se résorbe. Au bout de quelques jours le travail a repris, mais les grévistes ont réussi à arracher une augmentation salariale de 10%. Cet exemple n'est pas un cas isolé puisque dans l'administration le précédent régime a dû concéder au mois de février dernier une rallonge équivalente, pour désamorcer un mouvement revendicatif qui commençait à se développer.

Autour de Tana, il existe plusieurs zones classées "franches" pour attirer les "opérateurs économiques", c'est à dire les capitalistes et leur permettre d'imposer des conditions de travail, des horaires et des rémunérations inférieurs à ceux pratiqués dans le restant des secteurs. Les patrons qui exercent dans ces lieux, véritables bagnes de la production, n'acceptent aucun syndicat ni aucune visite de l'inspection du travail. De nombreux travailleurs qui ont osé protester ont été jetés à la porte et les pouvoirs publics sont restés sourds aux protestations qui s'en suivaient. Aujourd'hui les patrons de ces zones se plaignent que la crise dure et que le risque pour eux est grand de perdre une partie de leur clientèle au profit d'autres fournisseurs de produits finis, dans d'autres pays qui leur livrent concurrence. Ils estiment être des "acteurs de développement" et à ce titre ils souhaitent un consensus entre les deux protagonistes sur la base d'un dialogue. Certains journaux du pays s'en font les relais pour réclamer un "plan de

relance" soutenant le secteur privé en général qui est selon eux la base du développement de ce pays. Ils savent que les uns comme les autres n'ont rien à leur refuser.

Pour l'instant la stabilité nécessaire au bon déroulement des affaires est loin d'être revenue. La victoire du camp de Andry semble bien précaire, puisque les partisans de Ravalomanana (actuellement contraint à l'exil) ont réussi un retour en force au devant de la scène. Même de loin il a nommé lui aussi son Premier ministre en la personne de Manandafy Rakotonirina. Cet homme politique se disait dans le passé, plus ou moins socialiste voire révolutionnaire. Par la suite il avait trempé dans des combinaisons politiciennes peu en rapport avec les idées dont il se réclamait à ses débuts. Manandafy, aujourd'hui converti sans état d'âme au libéralisme,

est chargé par Ravalomanana de "former un gouvernement d'ouverture et de consensus". L'ambassadeur français J.M Châtaignier est le premier diplomate à avoir répondu à l'invitation de Manandafy en lui rendant une visite à l'hôtel Carlton. D'autres chancelleries ainsi que des personnalités dites de haut rang y sont attendues. Le gouvernement français a ainsi deux fers au feu puisque le même ambassadeur entretient de bonnes relations également avec le tandem Andry/Roindefo.

On peut donc dire que du point de vue des grandes puissances et des classes riches du pays, il n'y a pas beaucoup de différence entre les protagonistes même si certains préfèrent plutôt l'un que l'autre. Réussiront-ils à se trouver un terrain d'entente? Dans tous les cas de figure, les classes pauvres n'ont pas grand chose à en attendre en leur faveur.

POURQUOI LA COTE D'IVOIRE EST-ELLE DEVENUE UN PAYS PAUVRE TRÈS ENDETTÉ ?

Suite à la demande de ses dirigeants, ce pays vient d'être classé dans la catégorie PPTE (Pays pauvre très endetté). A ce titre il bénéficiera de quelques faveurs de la part de ses créanciers ainsi que d'une enveloppe de 205 milliards de Cfa de la part du Fonds Monétaire International.

Il y a quelques dizaines d'années ce pays était considéré comme étant « la vitrine de l'Afrique ». Ses dirigeants successifs ne se gênaient pas d'étaler leur richesse sous forme de « réceptions » offertes aux gens de leur milieu, pour marquer chaque milliard nouveau atteint par leur fortune. Yamoussoukro qui n'était qu'un petit village parmi d'autres a été métamorphosé en quelques années pour abriter des hôtels de luxe, un palais présidentiel, un terrain de golf pour milliardaires, plusieurs lacs artificiels, une basilique et bien d'autres réalisations et monuments sensés marquer la richesse du pays et la présumée grandeur des dirigeants de cette époque. De toute évidence les caisses de l'Etat étaient relativement bien garnies du fait que les recettes du café, du cacao, des bois précieux et des fruits tropicaux étaient plus importantes qu'elles ne le sont aujourd'hui.

Et bien il a suffi de quelques dizaines d'années pour que ce pays dégringole au stade actuel. Malheureusement il n'est pas le seul sur ce continent ou ailleurs à connaître une telle chute. La

plupart des pays dont on disait qu'ils étaient « en voie de développement » sont devenus sous-développés. A l'exemple de ce pays, de nombreux autres ont des difficultés à rembourser les emprunts contractés par les dirigeants dans le passé. Une partie de cet argent a servi à construire des routes, des ponts et des infrastructures utiles au bon fonctionnement du pays. Mais la grande partie de ces sommes a été dilapidée par les clans qui se sont succédé au pouvoir ou engloutie dans les commandes d'armement et autre.

Pour marquer l'événement que constitue à ses yeux le classement du pays au rang de PPTE, Gbagbo a tenu à s'adresser à la population pour dire son contentement. Pourtant il n'y a vraiment pas de quoi pavoiser devant un tel bilan. Il a aussi dit qu'il est « fier d'avoir honoré » les dettes depuis qu'il est au pouvoir. Ce seraient 400 à 500 milliards de francs que ce pays débourse chaque année aux institutions prêteuses. Le total des sommes ainsi pompées au fil des ans représente un chiffre colossal. L'aumône de 205 milliards qui remplit de joie le président est une somme ridicule en comparaison avec la saignée que représente le remboursement des créances.

Mais même cette somme, à quoi va-t-elle servir? Les hôpitaux publics où chaque jour des personnes meurent par manque de soins, par manque de médicaments; où les malades de condition

modeste n'ont d'autres choix que celui d'être allongés à même le sol ou sur une natte, se verront-ils attribuer ne serait-ce qu'une partie de cette somme ? Les écoles publiques et les universités qui toutes souffrent du manque d'équipement, de salles, d'enseignants bien formés et en nombre suffisant, bénéficieront-elles d'une augmentation de leur budget ? Chacun est en droit d'en douter, vu que ni le président ni aucun de ses ministres ne se sont exprimés sur l'utilisation qu'ils comptent en faire.

On peut être sûr que cet argent ne sera pas perdu pour tout le monde. Il fera certainement le bonheur de tous ceux qui gravitent autour de la mangeoire gouvernementale. Houphouët Boigny en son temps disait qu'il ne fallait pas regarder dans la bouche des grilleurs d'arachide. Il faisait ainsi allusion à son entourage qui se servait dans les

caisses publiques. Il connaissait certainement bien ses hommes, lui qui a fait fortune à la tête de l'Etat ! Après tout c'est vrai aussi qu'en comparaison au pillage perpétré par les trusts, les banquiers et les capitalistes de toutes sortes sur la sueur des travailleurs du monde entier, nos dirigeants font figure de « grilleurs d'arachide ».

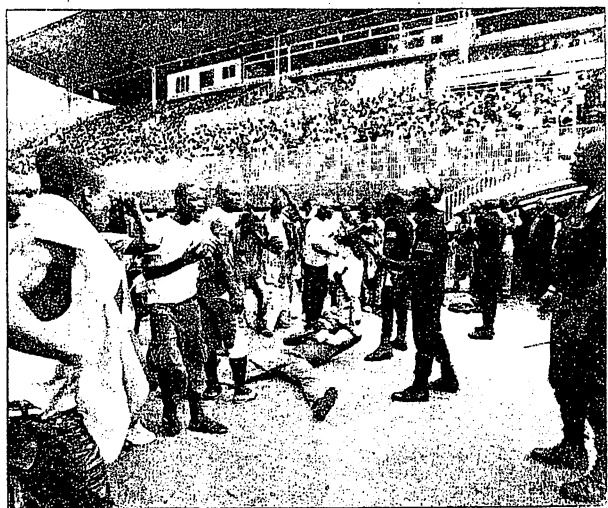
Tout cela est choquant. Les travailleurs de ce pays, que nous soyons du secteur public ou que nous exercions dans les entreprises privées; les gens qui effectuent des petits métiers indispensables à la vie économique et sociale, nous sommes tous en droit d'exiger que ces 205 milliards soient au moins utilisés de façon utile à la population. C'est grâce à notre travail que les richesses sont produites. Il est normal qu'on nous doive des comptes sur leur utilisation.

MORTS DU STADE FÉLIX HOUPHOUËT BOIGNY

LES LARMES HYPOCRITES DES DIRIGEANTS

Le 29 mars dernier, il y a eu 19 morts et 132 blessés selon les sources officielles, avant le match Côte d'Ivoire-Malawi. Ce drame est dû à plusieurs facteurs. Mais le plus important, c'est qu'il y a eu trop de tickets vendus. En effet pour 35 000 places

aurait au moins 10 000 supporters mécontents. Au lieu de ça, les « forces de l'ordre » chargées de la sécurité y ont vu une occasion supplémentaire de gagner de l'argent en monnayant l'entrée. Lorsque la bousculade a commencé parmi ceux qui étaient encore dehors, les agents ont usé de gaz lacrymogène, amplifiant la panique.



Stade Félix Houphouët Boigny
le jour du drame le 29 mars dernier

que compte le stade, ce sont près de 45 000 tickets qui ont été vendus. Le comité avait toute latitude pour anticiper le désordre vu qu'il savait qu'il y

aurait au moins 10 000 supporters mécontents. Au lieu de ça, les « forces de l'ordre » chargées de la sécurité y ont vu une occasion supplémentaire de gagner de l'argent en monnayant l'entrée. Lorsque la bousculade a commencé parmi ceux qui étaient encore dehors, les agents ont usé de gaz lacrymogène, amplifiant la panique.

Sous prétexte de déterminer les causes exactes du drame, les responsables de l'impression des tickets et de l'organisation des compétitions de la FIF ont été appréhendés dans un premier temps. Puis ils ont été relaxés sans qu'on sache leur responsabilité exacte. C'est de la même façon que des responsables tiennent des discours pour dédouaner les « corps habillés » qui étaient ce jour là sur le terrain.

Cette enquête ira grossir la liste de toutes les autres qui n'ont jamais abouti. Et ce ne sont pas les larmes de crocodile versées par le premier responsable qui changeront quelque chose. Car dans ce pays où l'enrichissement illicite est la norme souvent au mépris de la vie des populations comme l'affaire des déchets toxiques, c'est encore l'appât du gain facile qui a tué !

SÉNÉGAL**LES ÉLECTIONS LOCALES
UN CAMOUFLET POUR WADE**

Les élections locales du 22 mars dernier se sont soldées par la défaite du camp présidentiel dans la plupart des grandes villes. Ainsi, Dakar, Saint-louis, Thiès, Diourbel, Kaolack Louga, Nioro, Fatick, Podor, etc. sont tombées dans les mains des partis de l'opposition regroupée principalement sous la bannière de Benno Siggil Sénégal (« Unis pour restaurer l'honneur du Sénégal ») ou d'And Ligeey Sénégal (« Ensemble pour bâtir le Sénégal »). Rappelons que le propre fils de Wade était candidat à Dakar pour prendre la mairie. Les électeurs n'ont pas voulu de lui. En revanche, dans la ville de

Ziguinchor, en Casamance, l'ancien maire PS a été battu par un candidat du PDS.

La majorité de ceux qui ont voté dans les grandes villes a exprimé son mécontentement à l'égard de la politique gouvernementale, notamment en matière de lutte contre la cherté de la vie et surtout contre le blocage des salaires dans la fonction publique. L'opposition dans son ensemble se frotte les mains, mais aucun des partis qui la constituent ne mérite la confiance des travailleurs car ils ne valent pas mieux lorsqu'ils sont au pouvoir. Ils l'ont déjà montré.

DU GASPILLAGE DANS LE PRESTIGE

Wade rêve de bâtir une construction prestigieuse à Dakar. Il est allé voir le dictateur libyen, Kaddafi, pour la financer. Celui-ci a accepté d'en assurer une grande partie du financement. Il s'agit d'une tour haute de 200 mètres qui portera le nom de «Kaddafi African Tower». Cette construction de 60 étages abritera un hôtel de luxe, un centre de conférence et une centaine d'appartements très haut de gammes. Son coût total est évalué à 200 millions d'euros. Les travaux vont commencer sous peu et l'inauguration est prévue 2012. La somme que

le gouvernement sénégalais déboursa n'est pas communiquée.

En cette période de crise économique qui frappe les travailleurs, les petits paysans et l'ensemble des familles de condition modeste, le gaspillage d'une telle somme dans du tape-à-l'œil et dans du prestige accessible seulement à une tout petite minorité de privilégiés, est une véritable insulte à l'égard des plus démunis. Cette somme aurait pu servir, par exemple, à financer les hôpitaux publics en piteux état ou améliorer les infrastructures des écoles publiques.

MALI**QUAND LE POUVOIR FAIT MINE
DE LUTTER CONTRE LA CORRUPTION**

Il y a quelques mois, le président malien avait nommé Sidi Sosso Diarra au poste de responsable de la lutte contre la corruption. Or ce monsieur est aujourd'hui poursuivi par la justice malienne pour « malversation » et « entrave à la liberté de travail ». A-t-il été pris la main dans le pot de confiture ou bien a-t-il été trop curieux en soulevant un couvercle compromettant de très gros calibres ? Difficile de connaître la vérité dans ce pays où la corruption et

les détournements de fonds publics font partie des sports favoris des tenants du pouvoir et de ceux qui gravitent autour d'eux. Ce qui est sûr, c'est que ce n'est pas un « Monsieur Anticorruption », fut-il le plus honnête du monde, qui mettra fin à la corruption. Pour y parvenir il faudrait que les travailleurs, les petits paysans et toute la population laborieuse participent à l'exercice et au contrôle du pouvoir.

TCHAD

L'ÉPIDÉMIE DE SIDA FAIT RAGE ALORS QUE LES MÉDICAMENTS MANQUENT POUR CEUX QUI N'ONT PAS LES MOYENS

En 2007, face à l'augmentation du nombre des malades atteints du virus du sida, le gouvernement tchadien annonçait la gratuité des soins. En annonçant cette décision, il reconnaissait implicitement la gravité de l'épidémie qui n'était pas du tout marginale. Du coup, cela a permis à d'autres malades qui, jusque-là cachaient leur maladie par honte ou pour ne pas se couper des siens ou de son entourage, de se manifester pour bénéficier gratuitement des médicaments. Mais les médicaments manquent cruellement, d'autant plus que le nombre des demandeurs s'est multiplié.

La hausse de la demande a pris de court les dirigeants qui naviguent à vue, en politique comme dans le domaine de la santé publique. Mais ce qui est inadmissible, alors que le nombre des demandeurs d'anti-rétrovirus a augmenté en flèche, le gouvernement réduit d'année en année, le budget destiné à la lutte contre cette épidémie.

En effet, fin 2007, 7.300 malades recevaient des soins gratuits au Tchad; à l'annonce de la gratuité, ce nombre est passé à 16.700, soit plus du double. Quant aux femmes, 11.000 ont bénéficié des services de prévention contre la transmission du virus de la mère à l'enfant. Là également leur nombre a plus que doublé par rapport à 2006-2007.

Le gouvernement, au lieu de suivre cette évolution en augmentant sa participation (rappelons que des organisations internationales financent cette lutte) a au contraire diminué le budget. Ce budget qui

était de 1,47 milliard de francs CFA en 2007 n'est que de 1,25 milliard en 2008; 2009 n'a pas échappé à cette baisse.

Et puis il y a aussi l'irresponsabilité des trusts pharmaceutiques qui dressent des obstacles à la fabrication de médicaments génériques et à leur diffusion à travers les pays pauvres qui en ont un cruel besoin.

A cause de cette pénurie des anti-rétroviraux, des marchés noirs se créent un peu partout dans le pays. Des médicaments distribués gratuitement sont vendus sur ces marchés. Le gouvernement a beau lancer des mises en garde contre ces trafiquants, mais le trafic continue. Et pour cause ! Des dirigeants haut placés du régime font stocker ces produits et, par l'intermédiaire de leurs complices, font du business sur le dos des malades.

Dans certains centres de distribution mis en place par l'Etat, des agents provoquent une rupture de stocks artificielle, et vendent en cachette des médicaments à ceux qui peuvent se les payer. Ce sont les plus démunis qui en font les frais. Les riches n'ont pas attendu que les médicaments soient gratuits pour se faire soigner. Certains ont traversé les frontières pour aller se faire soigner jusqu' en Europe.

Le gouvernement ferme les yeux sur ces pratiques de contrebande, et les contrevenants ne sont nullement inquiétés. L'exemple ne vient-il pas d'en haut ?



RWANDA**QUINZIÈME ANNIVERSAIRE DU GÉNOCIDE**

Le 6 avril 1994, l'avion qui revenait d'Arusha en Tanzanie, et dans lequel se trouvaient les présidents Juvénal Habyarimana (Rwanda) et Cyprien Ntaryamira (Burundi) s'apprêtait à atterrir à l'aéroport de Kigali quand il a été bombardé à l'artillerie lourde, et s'est écrasé. Il n'y a eu aucun survivant.

l'intérieur du pays, d'autres à l'extérieur, dans les pays voisins.

Ces massacres se sont déroulés sous les yeux des militaires français de l' "Opération Turquoise" (présents au Rwanda durant cette période) qui patrouillaient dans les rues mais ils n'ont pas levé le petit doigt; ils n'ont pas non plus cherché à arrêter les massacres. Car ces forces de l'impérialisme français n'étaient pas là pour défendre les populations civiles mais pour veiller aux intérêts des capitalistes, en particulier français. Rappelons que des instructeurs français entraînaient les troupes de Habyarimana, que le gouvernement français sous la présidence du socialiste Mitterrand, soutenait le régime de ce dernier, et aurait même, après les massacres, facilité la fuite de certaines personnes trempées dans le génocide.

Il a fallu l'intervention des troupes d'opposants venus de l'extérieur pour mettre un terme à ces affrontements meurtriers.

En effet, en juillet 1994, le gouvernement à majorité hutu est chassé du pouvoir par le Front patriotique rwandais, mouvement d'opposition armé composé essentiellement de tutsi, dirigé par l'actuel président, Paul Kagamé, et soutenu par l'Ouganda et l'impérialisme américain. Kagamé a installé un gouvernement d'"unité nationale", et a appelé à la "reconstruction" du pays.

Les tensions ethniques, voire la haine entre les deux principales composantes de la société rwandaise ne date pas d'aujourd'hui.

Pendant la colonisation, les administrateurs blancs se sont appuyés sur la chefferie tutsi pour piller les richesses du pays, pour exploiter à mort la main d'oeuvre locale. Avant de se retirer du Rwanda, ils ont préparé des cadres (pour la plupart tutsi) pour la relève. Ainsi, quand le pays est devenu indépendant, ce sont des cadres et politiciens tutsi qui ont gouverné le pays. Cette politique de diviser pour régner a engendré la haine non seulement des intellectuels hutu écartés de la mangeoire gouvernementale, mais aussi de la population hutu considérée comme inférieure.

Ainsi les dirigeants politiques qui se sont succédé au pouvoir depuis l'indépendance



7 avril 2009: commémoration
du génocide de 1994 à Kigali

La tension entre les deux ethnies, hutu (85 % de la population) et tutsi (minoritaire), qui composent essentiellement la population rwandaise était déjà très tendue cette année-là; l'assassinat de Habyarimana, un hutu, était la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Des groupes d'hommes armés de couteaux, de gourdins mais aussi et surtout des machettes se sont jetés sur les populations minoritaires, les tutsi, pour les massacrer; des hommes politiques hutu hauts placés dans le gouvernement (à majorité hutu) appelaient ouvertement à exterminer les tutsi. Ces appels aux massacres sont relayés par certains médias, en particulier la radio "Mille collines". Partout dans les rues, dans les concessions, dans des stades ou même dans des églises, tutsi et hutu soutenant ces derniers sont traqués et tués.

En trois mois de tueries sauvages, près de 800.000 tutsi, y compris certains hutu "modérés", qualifiés de "traîtres" parce qu'ils soutenaient ou défendaient les tutsi, ont été assassinés; plusieurs centaines de milliers de personnes voire des millions ont fui la capitale Kigali pour aller se réfugier plus à

jusqu'aujourd'hui n'ont pas fait grand chose pour remédier à cette situation. Kagamé parle de "réconciliation nationale". Mais les populations hutu se méfient voire craignent son régime par le fait même que son mouvement armé, le FPR qui lui a permis de conquérir le pouvoir, est composé essentiellement de tutsi. Aussi des opposants à son pouvoir se manifestent-ils aux frontières des pays voisins. Le chef rebelle Laurent Kunda par exemple qui vient d'être arrêté en République démocratique du Congo (RDC) reproche à Kagamé d'être trop tolérant envers les hutu. En RDC également, d'anciens militaires hutu, organisés en mouvement d'opposition armée, rêvent de marcher un jour sur Kigali pour reprendre le pouvoir. On peut s'attendre à ce que d'autres drames éclatent au Rwanda.

Pour mettre fin à ces affrontements inter-ethniques incessants, pour mettre un terme à cette haine qui mine et empoisonne les ethnies, il est

pressant que naissent et se développent des organisations se plaçant sur le terrain de classe des travailleurs et des paysans pauvres, quelle que soit leur appartenance ethnique. De telles organisations lutteraient contre ceux qui attisent périodiquement la haine inter-ethnique pour se propulser à la tête de l'ethnie qu'ils considèrent comme étant la leur. Ces gens-là se servent de l'ethnisme pour s'octroyer des privilèges.

De telles organisations mèneraient aussi leur combat contre les multinationales et les grandes puissances qui tirent les marrons du feu en pillant les énormes richesses du sous-sol de ces pays des Grands lacs.

Ces luttes inter-ethniques leur permettent de diviser pour mieux piller. C'est pourquoi la lutte contre l'ethnisme est indissociable de la lutte contre le capitalisme et pour une société débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme.

IL Y A 20 ANS ÉCLATAIT LE CONFLIT ENTRE LE SÉNÉGAL ET LA MAURITANIE

Le 9 avril 1989, dans le village de Diawara (situé au Sénégal oriental), un banal conflit de voisinage entre bergers peuls et cultivateurs soninkés dégénéra et fit deux morts et plusieurs blessés. Ce fut le point de départ d'un affrontement meurtrier entre le Sénégal et la Mauritanie, deux pays riverains du fleuve Sénégal. Il se trouve que dans cette zone frontalière où est situé le village de Diawara, les bergers peuls nomades étaient de nationalité mauritanienne alors que les cultivateurs étaient des Sénégalais. Mais les autorités des deux pays, au lieu de chercher à calmer l'esprit de ceux qui réclamaient «vengeance», mettaient au contraire de l'huile sur le feu. De part et d'autre les dirigeants politiques n'hésitaient pas à faire de la surenchère en accusant le voisin d'en face d'être le responsable de cette situation. Les discours nationalistes et guerriers des uns et des autres finirent par envenimer les relations entre les deux pays et ce sont les populations qui en firent les frais.

Quelques jours seulement après cet incident de Diawara la capitale sénégalaise fut le théâtre d'une violence inouïe à l'encontre des ressortissants mauritaniens. Leurs petites boutiques (épicerie, bijouterie), leurs petites échoppes de « dibiterie » (vente de viande grillée), furent pillées, incendiées.

On s'en prenait même au petit vendeur d'eau qui avait comme seul tort d'être un «Naar» (terme sénégalais désignant un mauritanien). En réaction à cette violence on assista aux mêmes scènes à Nouakchott et dans les autres villes de la Mauritanie. Voici ce que rapportait le journal sénégalais "Le Soleil" du 24 avril 1989 : «A Dakar et à Nouakchott, les scènes de pillages ont été accompagnées d'actes de sauvagerie inouïe : corps mutilés, têtes coupées, femmes éviscérées, enfants égorgés, etc. ». Mais nulle part dans ce journal gouvernemental sénégalais (et pour cause) on ne pouvait lire une seule ligne dénonçant que cette violence, en tout cas du côté sénégalais, se faisait avec la complicité sinon active du moins tacite des forces de l'ordre.

L'origine du conflit

L'incident de Diawara en avril 1989 n'est pas la cause mais seulement l'élément déclencheur de la crise entre les deux pays. Il y avait déjà un conflit frontalier latent entre les deux pays séparés par le fleuve. Ils sont tous deux d'anciennes colonies françaises. Au moment de leur indépendance l'ancienne puissance coloniale a décidé que c'est le fleuve qui fera frontière entre les deux pays. Mais de

part et d'autre vivent les mêmes ethnies. Certaines familles vivant sur la rive mauritanienne se sont vu attribuer la nationalité mauritanienne alors que celles vivant en face sont devenues sénégalaises. Avant l'indépendance c'est simplement le fleuve qui les séparait. Depuis c'est devenu une frontière avec toutes les tracasseries que cela entraîne.

De plus cette région du fleuve est depuis plusieurs siècles habitée à la fois par des populations noires autochtones et des populations blanches, d'abord berbères puis arabes, en provenance du Nord. Les périodes de sécheresses successives qu'a connu l'ensemble du Sahel ont contribué à accentuer encore plus ces mouvements migratoires de même qu'à accélérer une certaine sédentarisation des nomades maures ; notamment dans les villes. La mise en valeur du fleuve ainsi que la construction des barrages, comme celui de Diama, altéra encore plus l'équilibre précaire entre éleveurs et cultivateurs. A la suite de la réforme foncière de 1983 en Mauritanie, un nombre important de paysans transfrontaliers s'est retrouvé dans une situation juridique précaire. Les terres et les villages sur lesquels ils vivaient étaient convoités par d'autres qui trouvaient des appuis du côté des autorités mauritaniennes.

Auparavant, quand il y avait un conflit entre les cultivateurs et les éleveurs cela se réglait à l'amiable selon les pratiques coutumières. Mais les conflits tendaient à devenir plus nombreux et de plus en plus tendus par un nouveau climat de frustration et de convoitise envenimant les relations entre les communautés.

Parallèlement, les relations entre les deux pays se sont dégradées. D'incidents en incidents, chaque Etat durcit ses positions en exacerbant ou en créant le sentiment ethniste ou nationaliste. Le tracé de la frontière entre les deux pays fait l'objet de contestation. Chacun l'interprète en sa faveur. Dès 1988, les incidents se multiplient. Quelques mois plus tard c'est la déflagration.

Les conséquences désastreuses pour les populations.

Les relations diplomatiques entre les deux pays ont été rompues du 21 août 1989 au 2 mai 1992. Bien qu'il y ait eu des échanges de tirs entre les militaires de chaque pays, notamment dans certaines zones frontalières, les deux armées ne sont pas

entrées en guerre à proprement parler. En revanche les dirigeants des deux pays n'ont pas hésité à jeter de l'huile sur le feu dans les conflits entre les populations. Au Sénégal c'était Abdou Diouf qui était au pouvoir et Abdoulaye Wade, l'actuel président, était alors son principal opposant. Ce dernier faisait feu de tout bois pour se montrer plus « patriotique » que Diouf. Il reprochait à celui-ci d'être trop « mou ». Il voulait que le Sénégal déclare la guerre à la Mauritanie. Ses partisans se faisaient remarquer par leurs ardeurs anti-mauritaniennes. Mais les autres dirigeants de l'opposition d'alors n'étaient pas de reste. Il y a certainement eu dans chaque pays un certain nombre de personnes qui n'épousaient pas les sentiments de haine ambiants. Mais ce sont les voix et les faits des va-t-en-guerre qu'on a le plus entendu et vu. Pour ce qui concerne le Sénégal, le gouvernement d'alors porte toute sa responsabilité dans ce massacre, mais l'opposition officielle a aussi sa propre responsabilité.

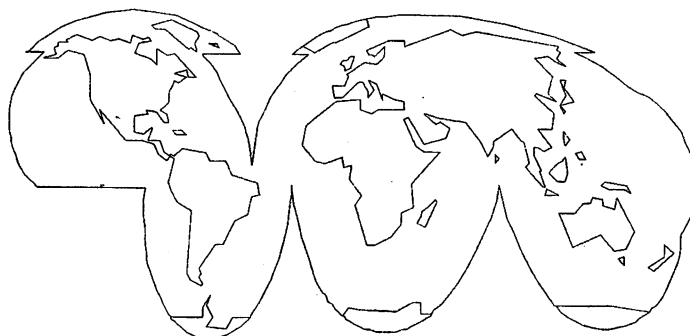
Il est difficile de connaître le nombre exact de victimes de ces affrontements. Peut-être des centaines. Le nombre de ressortissants mauritaniens expulsés du Sénégal ou ayant réussi à s'échapper est officiellement chiffré à 160 000 alors que 70 000 sénégalais résidants en Mauritanie ont été rapatriés vers leur pays. A ceux-là s'ajoutent plusieurs dizaines de milliers de négro-mauritaniens qui ont été contraints de fuir leurs villages pour aller se réfugier au Sénégal ou au Mali. La plupart d'entre eux sont toujours des réfugiés. Leurs terres et certains de leurs biens sont toujours confisqués. Tous les régimes qui se sont succédé depuis Ould Taya ont promis de remédier à cet épineux problème. Mais jusqu'ici il n'y a eu que des promesses non tenues. De leur côté les autorités mauritaniennes demandent à leurs homologues sénégalaises de régler la question de l'indemnisation des ressortissants mauritaniens dont les biens ont été pillés au Sénégal. Jusqu'aujourd'hui les relations entre les deux pays sont entachées par ces événements tragiques.

L'avenir des populations des deux pays passe par les liens de fraternité. Les travailleurs, les petits paysans, les petits pêcheurs vivent la même misère. Ils ont en face d'eux des gouvernements qui ne se soucient aucunement de leurs intérêts. La seule préoccupation de ceux qui gouvernent c'est leurs privilèges. Ils se servent directement dans les caisses de l'Etat. Ils bénéficient des appuis des grandes

puissances parce qu'ils permettent le pillage des ressources naturelles et l'exploitation des populations. Dans leurs luttes futures pour leur émancipation, les travailleurs, les petits paysans et l'ensemble des déshérités auront besoin d'unir leur

force pour vaincre leurs ennemis communs. Et cette frontière héritée de la colonisation fait partie des obstacles à l'unification de leurs luttes futures. Ils auront à l'abolir.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langues ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.